



ASSOCIATION DE LA LOI DU 1ER JUILLET 1901  
PRÉFECTURE DES HAUTS DE SEINE N° W922005183  
SIRET : 828 313 999 00017

17 RUE DU CHEMIN DE LA MESSE, 77630 BARBIZON  
TEL : 06 87 04 36 30  
E-MAIL : RESEAUALLIANCE44@GMAIL.COM  
SITE INTERNET : RESEAUALLIANCE.ORG

## EN SOUVENIR DU RÉSEAU ALLIANCE



# NOTRE BULLETIN

DEUXIÈME SEMESTRE 2022  
NUMERO 84

LIBÉRATION DE PARIS LE 26  
AOÛT 1944





# CE QUE CONTIENT CETTE ÉDITION



04

ÉDITORIAL : QUEL ÉTAIT L'OBJECTIF  
DU RÉSEAU ALLIANCE ?

08

L'INVASION RUSSE DE L'UKRAINE

10

NOTRE SALUT RESPECTUEUX  
À DEUX MEMBRES DU RÉSEAU ALLIANCE ET À  
LEUR FILLE : LA FAMILLE HALBART



13

RÉSISTANCE DANS LA BESSIN : SECTEUR  
JARDIN DU RÉSEAU ALLIANCE

15

CAEN : CÉRÉMONIE DU 6 JUIN 2022

21

UNE RÉSISTANTE DE LA 2E GUERRE MONDIALE

22

SECONDE GUERRE MONDIALE : SOUS  
VICHY, ILS ÉTAIENT PÉTAINISTES ET  
RÉSISTANTS



26

L'ABWEHR À DIJON

## Quel était l'objectif du réseau Alliance ? Bouter les Allemands hors de France !



PAR RICHARD KAUFFMANN

L'Allemagne avait déclaré la première guerre mondiale, gagnée par les Français dans un bain de sang. Chaque famille de France avait perdu un être cher. Et voilà que l'Allemagne recommençait et que le sang allait encore couler ! Pour l'armée française, cette nouvelle invasion ne pouvait être acceptée. Il fallait être dignes des morts de 14/18 qui avaient combattu jusqu'au bout. La victoire contre l'Allemagne ne pouvait pas échapper à la France. C'est ce que pensaient les officiers et ils avaient cru que le maréchal Pétain avait cette même volonté. D'où des hésitations les premiers mois. Mais avec la signature de l'Armistice et bien avant pour certains, les espoirs d'un Pétain combatif se perdirent dans les larmes pour de nombreux soldats.

Alors que faire ? Résister. Créer la Résistance pour la survie d'une France libre de l'Allemagne, d'une France retrouvant sa gloire dans la liberté.

Certains membres de l'armée française, ne croyant plus à rien si ce n'est à ce maréchal vieillissant coopté par le peuple de France, victorieux d'une guerre antérieure et étant pour eux la seule bouée de sauvetage, restèrent à ses côtés. Ils durent accepter la collaboration instituée par le gouvernement de Vichy, mais beaucoup restèrent dans une attitude de collaboration passive. D'autres partirent à Londres retrouver le général de Gaulle nouvellement promu, voulant combattre les armes à la main et ne voyant pas ce qu'ils pouvaient faire d'autre en tant que soldats. D'autres enfin rejoignirent l'armée d'Afrique.

Mais pour de nombreux officiers, attachés à la hiérarchie que représentait le général Giraud, chef des armées, et ayant compris que la guerre n'était plus conventionnelle, utilisèrent une autre voie, l'espionnage, en restant sur le sol français pour donner aux Alliés des armes secrètes : la connaissance de l'ennemi. Et ce ne fut pas la solution la moins dangereuse car l'ennemi était là et la mort pouvait arriver à tout moment. En outre, ces officiers n'étaient pas des espions : ils avaient fait carrière dans l'armée et connaissaient bien leur spécialité, mais l'espionnage était nouveau pour eux, d'où des difficultés multiples qui, après deux ans de « facilité » pour recruter, furent suivis de deux années terribles face à une organisation allemande spécialisée, elle, dans l'espionnage !

## É D I T O R I A L

Mais qu'importe. Il fallait combattre ! Et leur intelligence de soldats leur permit de réussir des exploits incroyables.

Ainsi, ces officiers rebelles se réunirent autour d'une femme, Marie-Madeleine Méric, accompagnée de quelques civils et fonctionnaires. En connaissance du milieu de l'armée, ils recrutèrent ensuite d'autres officiers désireux de voir la France libérée. Puis, de connaissances et connaissances, ce furent toutes les catégories de Français qui furent incorporés : artisans, agriculteurs, milieu médical, fonctionnaires, artistes...

Ce qui caractérisait le réseau Alliance était donc son origine dans l'armée et son choix de combat : l'espionnage. Il fallait avant tout transmettre à Londres, fournisseur de matériels et d'argent, toutes les informations pertinentes obtenues par les membres du réseau dispersés dans toute la France et même en Afrique du nord où l'Allemagne avait pris pied.

Attaquer directement l'armée allemande n'était pas une option : ce n'était plus le travail de ces officiers mais celui des armées conventionnelles outillées pour cela : celles des Alliés. A chacun sa spécialité. C'est pourquoi le discours aux jeunes recrues était de ne pas porter d'armes sur eux pour « tuer du boche » mais, en recherchant des informations cruciales pour les armées alliées, ils contribueraient à en mettre beaucoup plus hors de combat.

Cela n'empêcha pas toutefois l'intervention du réseau sur des « coups » particuliers à la demande de Londres qui n'avait pas toujours les hommes suffisants à disposition en France. Mais c'était l'exception. Parfois aussi, le réseau fournissait des armes aux autres réseaux et maquis, mais ne participait pas aux attaques. Il fallait garder les membres du réseau Alliance en vie pour d'autres tâches jugées par les dirigeants du réseau Alliance plus fonctionnelles pour la victoire. Chacun son boulot...

Seul était armé, en raison de fonctions particulières, le groupe de protection « Apaches », appelé ainsi par leur chef Manitou (le colonel Edouard Kauffmann chargé par Marie-Madeleine Méric de le mettre en place). Les Apaches accompagnaient alors les transports de fonds, les exfiltrés/infiltrés importants, etc..

De Gaulle avait aussi son réseau d'information en France : le BCRA (futur DGSE). Il faisait à peu près le même travail, mais avec une ambition politique pour la future gouvernance de la France après la guerre. A cet effet, il entreprit de regrouper les divers réseaux de combattants et d'entreprendre des actions spécifiques grâce à quelques hommes de talent : Passy, Brossolette, Moulin. Il semble qu'ils étaient près de 1.500 membres. Le réseau Alliance a pu compter 2.893 membres et, selon Léon Faye, 150.000 sympathisants !

Pourquoi Alliance n'accepta pas d'être affilié au BCRA ?  
Pour de multiples raisons.

## É D I T O R I A L



La première est que le général de brigade Charles de Gaulle nommé à ce grade le 25 mai 1940 n'avait pas la légitimité hiérarchique comme le général Giraud dans l'armée française. Certains officiers du réseau lui étaient de grade supérieur et le général Giraud, résistant aux Allemands et, en tant que commandant de la 3e armée, supérieur hiérarchique de Gaulle, puis, après l'assassinat de Darlan, « commandant en chef civil et militaire », était le chef suprême de l'armée française auquel tout officier devait obéissance. Ces officiers n'avaient donc, pour respecter les règles de l'armée, qu'une seule possibilité : obéir au général Giraud qui n'appuyait pas le choix de de Gaulle de partir à Londres et de vouloir représenter à lui seul la force de l'armée française au détriment des règles internes de l'armée. C'était un coup d'état, non pas seulement contre Pétain mais contre l'armée combattante libre représentée hiérarchiquement par Giraud.

La deuxième est que le réseau Alliance tenait beaucoup à son autonomie, à sa liberté. De Gaulle a toujours reproché à Loustanau-lacau, initiateur du réseau Alliance, d'avoir été un temps pétainiste, lequel Pétain le fera arrêté et le livrera à la gestapo !

La troisième est que de Gaulle n'avait déjà pas encore les moyens techniques (armes, radios, finances) pour le BCRA que Londres lui fournissait avec parcimonie et ne pouvait donc absolument pas donner à Alliance ses moyens d'existence. S'incorporer au BCRA risquait de générer une crise destructrice du réseau Alliance et du BCRA ! Pour exister et poursuivre son travail efficacement, Alliance devait donc travailler directement avec le MI6 sans l'intermédiaire du BCRA. Mais cela n'empêcha pas Alliance de transmettre des informations importantes au BCRA lorsque cela pouvait le concerner.

Enfin, de Gaulle était un homme d'un caractère difficile, qui ne plaisait pas à certains officiers de la même école de Saint Cyr, avec une vision plus politique que militaire. C'est une des raisons pour lesquelles il était resté à Londres. Se soumettre à ce général au détriment des règles hiérarchiques et au risque de voir le réseau Alliance périr après tous ses efforts pour rassembler 3.000 résistants, était un choix qu'Alliance ne pouvait prendre.

## É D I T O R I A L

Attaché au respect de la hiérarchie de l'armée, c'est le réseau Alliance qui organisa avec le MI6 l'extradition de Giraud et il fût même appelé par la gestapo « le réseau des giraudistes ».

De Gaulle voulait être le représentant unique de la France libre, alors que la France libre appartenait tout autant aux résistants qui s'étaient structurés au péril de leur vie en restant, eux, au pays.



Lorsque la fin de la guerre approcha, que Giraud avait été habilement écarté par de Gaulle de son poste représentatif de l'armée et que les fournitures de Londres au réseau Alliance n'étaient plus essentielles, ces raisons qui avaient entraîné ce parallélisme des deux réseaux avaient disparues : Alliance pouvait rejoindre la nouvelle France réunie sous l'égide du BCRA et c'est ce qui fut fait par décision collective du bureau du réseau Alliance.

Pourtant, revanchard et têtu, de Gaulle ne pardonna pas au réseau Alliance son indépendance vis-à-vis de lui. Après la guerre, Il fit tout pour promouvoir historiquement son action et celle du BCRA tout en s'arrangeant pour placer dans l'oubli total l'action du Réseau Alliance. Ses agents, dont la plupart sont devenus après la guerre membres de la DGSE, tenaient les médias et cherchèrent à disqualifier certains membres du réseau. Marie-Madeleine Méric, appelée Fourcade suite à son remariage) fut portée devant les tribunaux par Alamichel (ancien membre du réseau Alliance devenu traître au réseau), soupçonnée de collaboration avec les Allemands. Sans succès évidemment ! Mais calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose...

Telles furent les raisons de la création du réseau Alliance et de ses choix durant la dernière guerre mondiale.



# L'invasion russe de l'Ukraine



PAR MARC-ANTOINE DE SAINT POL  
ET FRANÇOIS ROMON

Hommes et femmes de la terre de France, imaginiez-vous, il y a quelques mois encore, voir tant d'horreurs à votre porte, des corps gisants sur le bord d'une route, des blessés par milliers, des femmes et des enfants victimes de cette barbarie, brisés, terrés dans des sous-sols ou fuyant, des familles affamées qui n'ont plus rien, plus de maison, des villes, comme la vôtre, rasées...

Face à l'envahisseur, le peuple ukrainien lutte pour défendre sa terre, sa patrie et sa liberté, dans l'espoir de retrouver un jour une terre en paix.

Les ukrainiens résistent de façon admirable, ils nous surprennent par leur volonté et leur courage, prêts à donner leur vie pour ce qu'ils ont de plus cher : la Liberté. Paradoxe de la guerre qui génère à la fois l'horreur et l'héroïsme.



Ils résistent même avec succès, face à l'armée russe, réputée l'une des plus puissantes du Monde. Qui aurait parié, au début de l'invasion – avec l'objectif affiché par POUTINE de prendre Kiev pour y installer au pouvoir un homme à sa botte, ou même pour annexer le pays tout entier – que les forces russes rebrousseraient chemin, en abandonnant du matériel militaire sur place, chars, véhicules, munitions, etc., du fait de la résistance ukrainienne justement. C'est le comble d'un aveu d'échec du point de vue militaire.



## L'INVASION RUSSE DE L'UKRAINE

POUTINE affirme pourtant, du haut de son Kremlin, que « les principaux objectifs des opérations militaires spéciales qu'il a lancées (c'est-à-dire de la guerre qu'il a décidée tout seul), ont atteint leurs principaux objectifs » qu'il a osé qualifier de « dénazification de l'Ukraine » ! Dénier de la réalité, propre à tous les dictateurs, qui entraînent ainsi inéluctablement leurs peuples dans la misère et la déchéance.

Hommes et femmes de la terre de France, souvenez-vous de vos anciens qui ont connu la guerre sur leur sol. Dans nos familles, combien de soldats, de résistants ont défendu les valeurs que défendent aujourd'hui les ukrainiens ?

Nous ne savons pas du tout quelle va être l'issue de cette agression. Mais nous prenons d'un coup conscience de notre faiblesse. Nous avons désarmé l'Europe, endormis par un trop large usage de notre liberté, oubliant notre histoire, nous complaisant dans le consumérisme, avec l'espoir que la mondialisation nous sauvera.

Alors, devant l'exemple de courage et d'engagement de ce peuple, nous devons nous ressaisir, repenser notre liberté dans le respect de l'autre, croire en notre pays et vivre en fraternité.

# Notre salut respectueux le 10 août 2022 à deux membres du réseau ALLIANCE et à leur fille : la famille HALBART



L'association L'ALLIANCE avait tenu à être présente lors de l'inhumation de Renée DOURLENT-HALBART en présence de sa famille et quelques représentants d'associations.

Renée, bien qu'enfant, avait souffert profondément de la guerre, par sa séparation avec sa famille mais aussi par sa séquestration par les SS, petite fille blonde aux yeux bleus.

Sa mise en tombeau était aussi pour nous l'occasion de réparer une lacune du passé en saluant ses parents, René et Gabrielle HALBART, tous deux membres du réseau ALLIANCE. Gabrielle mourut au Struthof, René survécut après de nombreuses souffrances.

Par les déclarations ci-après, vous en saurez plus...

## **Déclaration de Richard Kauffmann à l'inhumation de Renée DOURLENT-HALBART, après l'ouverture de la tombe familiale où étaient enterrés René et Gabrielle, ses parents.**

Nous sommes devant la tombe de deux membres du réseau ALLIANCE, René et Gabrielle HALBART, et leur fille Renée les rejoint aujourd'hui.

René et Gabrielle étaient Radios dans le réseau ALLIANCE, poste à haut risque puisqu'en moyenne, un radio était pris par la Gestapo tous les 6 mois ! Mais le courage de ces deux résistants agissant pour la France était plus important que la peur de mourir.

Ce réseau de résistants dont le chef suprême était Marie-Madeleine Méric (plus connue sous le nom de Fourcade avec lequel elle s'était remariée après la guerre) comportait 2893 membres, soit le plus important réseau d'information des Alliés en France.

Après les difficultés d'utiliser des lettres et des chiffres qui prêtaient à confusion, il fut décidé d'utiliser des noms d'animaux, ce qui valut au réseau d'être surnommé par la Wehrmacht l'Arche de Noé.

**NOTRE SALUT RESPECTUEUX  
LE 10 AOÛT 2022 À DEUX MEMBRES DU RÉSEAU  
ALLIANCE ET À LEUR FILLE : LA FAMILLE HALBART**

René et sa femme avaient été introduits en juillet 1943 dans le réseau par Alexandre Sueur, dit Saturnia. René fut surnommé Antennaire, joli poisson-crapaud blanc et rouge à caractère très agressif, alors que Renée prenait le surnom de Pyxide, un vase sacré en forme de boîte utilisé pour conserver les hosties.

Agissant sous les ordres de Louis Gahou, dit Drosère, ils envoyaient des messages secrets à Londres pour contrer les agissements de l'armée allemande.

Malheureusement, un couple voisin les désigna à la Gestapo d'Amiens et ils furent incarcérés.

René fut envoyé à Buchenwald en déportation, mais survécut malgré la maladie. Gabrielle fut provisoirement incarcérée à la prison d'Amiens et s'en échappa lors du bombardement de la prison par les Anglais (le 18 février 1944, opération Jéricho) et où était aussi retenu Cohen, agent secret n° 3 du MI6 et interlocuteur anglais pour le réseau Alliance qui put également s'échapper. Gabrielle et Cohen se sont ainsi côtoyés sans le savoir. Peut-être se sont-ils échappés ensemble ?

Renée, elle, a été enlevée par les SS et on imagine ses souffrances, petite fille de 10 ans.

L'Allemagne a sacrifié cette génération qui représentait la France libre. Gloire à cette famille si méritante qui nous réchauffe le cœur et nous montre l'exemple.

Reposez-vous tous ensemble, vous êtes enfin réunis pour l'éternité.

Dépôt de fleurs.

## **Discours du fils de la défunte, Mr Francis Halbart-Dourlent**

Le Mercredi 10 Août 2022 à 11 heures, le cimetière Saint-Pierre d'Amiens accueillait en son sein Renée Dourlent née Halbart décédée le Mercredi 3 Août 2022.

C'est dans le caveau familial que fut enterrée la défunte où reposent ses parents Gabrielle et René Halbart décédés respectivement en 1945 et en 1981.

Tous deux membres du Réseau Alliance sur la ville d'Amiens avaient été dénoncés par des voisins. Les parents avaient été transférés à la prison d'Amiens et Renée leur fille alors âgée de 10 ans fut gardée par les SS avant d'être déposée dans la famille qui les avait dénoncés (sic !).

Ainsi les heures sombres de la guerre avaient séparé les trois membres de la famille.

Madame Renée Dourlent née Halbart avait toujours émis le souhait d'être enterrée auprès de ses parents dans le caveau familial.



**NOTRE SALUT RESPECTUEUX  
LE 10 AOÛT 2022 À DEUX MEMBRES DU RÉSEAU  
ALLIANCE ET À LEUR FILLE : LA FAMILLE HALBART**

Son fils unique Mr Francis Halbart-Dourlent ayant tenu à respecter les volontés de sa mère avait proposé que des associations d'anciens résistants et déportés soient, si possible, présentes ainsi que l'association "L'Alliance" , afin de rendre un hommage appuyé à cette famille combattante.

Cet appel fut entendu et nous avons pu ainsi compter sur la présence de la présidente de l'ADIRP, Mme Gisèle Cozette et de Mr Claude Leleu, de Mme Aline Tévenard, présidente de l'UNADIF-FNIR de la Somme et de Mr Michel Caussin, ainsi que de notre président Mr Richard Kauffmann accompagné de Mr et Mme Piot.

Après une intervention de notre président apportant quelques précisions sur l'action de nos deux agents, place fut faite à son fils qui nous relata les événements douloureux traversés par Mme Renée Dourlent et ses parents Mme Gabrielle Halbart née Roger et Mr René Halbart.

Suite à un moment de recueillement, la défunte prit place au sein du caveau familial, puis le fils de Madame Renée Dourlent et sa famille invitèrent chacun à se recueillir en déposant une rose dans le caveau familial.

S'en suivit quelques échanges avec Mr Halbart-Dourlent sa femme et ses deux enfants et la présentation de quelques documents d'archive des associations concernant la famille.

C'est avec émotion que chacun reprit le chemin du retour.

Voici quelques photos de la cérémonie.



# RÉSISTANCE DANS LA BESSIN : SECTEUR JARDIN DU RÉSEAU ALLIANCE

GILLES BADUFLE



PAR MARC ANTOINE DE  
SAINT POL

Gilles Badufle professeur d'histoire et de géographie, aujourd'hui retraité, réside depuis 30 ans à Saint Laurent sur Mer, site d'Omaha Beach, une des 5 plages du Débarquement des Alliés en Normandie. Convaincu que l'informatique était un bon support de formation, notamment en histoire et géographie, Il est devenu formateur en informatique et Histoire et Géographie (« TICE & HG ») à l'IUFM et au rectorat de Caen. Animateur du site web d'histoire et géographie de l'académie de Caen, il a publié en 1996 « CLIC Hist-Géo » (clés pour l'utilisation de l'informatique en classe). Il a réalisé de nombreux documents pédagogiques sur le web en particulier des exercices interactifs. Passionné par l'histoire de son village, haut lieu du débarquement des Alliés, il a publié en numérique « Américains et normands à Omaha Beach » et créé un site web « Omaha Beach Mémoires ». Plus récemment il s'est intéressé aux membres du réseau Alliance de son secteur, ce qui l'a conduit à faire un travail important et très documenté sur le secteur « Ferme » et par soucis pédagogique une synthèse de l'histoire du réseau Alliance.

**Découvrez ce site dédié au réseau Alliance : [reseaualliancebessin.blogspot.com](http://reseaualliancebessin.blogspot.com)**

C'est un document pédagogique de qualité qui honore la mémoire du réseau et des membres de nos familles qui ont donné leur vie pour la Liberté et pour la France. Ses références sont multiples et le site est très documenté. Il se compose de deux parties :

## **1/ Histoire du réseau au niveau national.**

Il s'agit d'une synthèse de l'histoire du réseau, dont on sait qu'elle est particulièrement complexe compte tenu, à l'époque, des diverses stratégies des hommes au pouvoir ou à la recherche du pouvoir tant sur la plan militaire que politique. A noter que dans cette synthèse, il est fait souvent référence à des notes de Wikipédia.

## RÉSISTANCE DANS LA BESSIN : SECTEUR JARDIN DU RÉSEAU ALLIANCE

### 2/ « Secteur Ferme » et sous-secteur « Jardin ».

Cette partie est surtout documentée par les écrits d'auteurs locaux, d'historiens normands et d'archives du département.

Avec mon accord, Gilles Badufle a exploité le document que j'ai réalisé en 2021, pour les familles concernées, les historiens et les Archives, sur les interrogatoires en allemand des fusillés du réseau Alliance à la prison de Caen le 6 juin 1944 (archives du SHD de Vincennes, GR 28 P3 71). Une bonne façon de faire connaître ces tristes documents qui témoignent de l'engagement des membres de nos familles victimes du nazisme.

Je l'en remercie personnellement.

Quelques Résistants du Bessin





# CAEN : CÉRÉMONIE DU 6 JUIN 2022

## A LA MÉMOIRE DES FUSILLÉS DE LA PRISON DE CAEN LE 6 JUIN 1944



PAR MARC ANTOINE DE SAINT POL

Fin des années 1943-1944, une terrible répression s'abat sur les mouvements de résistance. La gestapo aidée par une poignée de français à la solde de l'ennemi infiltre tous les milieux. Les arrestations se multiplient à Caen et dans le Calvados, les groupes tombent un à un. Dans la nuit du 5 au 6 juin, un bruit sourd d'explosions parvient de la côte, et à 2h30 du matin les sirènes retentissent, c'est la 1020e alerte depuis le début de l'occupation. Cette alerte sonne l'heure du débarquement des alliés sur nos côtes. A la prison de Caen, beaucoup de résistants attendaient ce moment qui devait être pour eux la délivrance tant espérée. Mais cette alerte sonne les prémices d'une tragédie humaine pour nombre de familles et pour l'histoire de Caen. Trois par trois, 71 prisonniers descendirent dans les courettes de promenade, pour y être exécutés. Quelques semaines plus tard leurs corps qui avaient été recouverts de chaud sur place, étaient exhumés et transférés dans un lieu que l'on n'a toujours pas localisé, appliquant ainsi les directives de « Nuit et Brouillard ». A ce point qu'aujourd'hui il y a toujours une incertitude sur le nombre de victimes entre 71 et 75.

En ce jour, leurs familles, sœurs, frères enfants, petits-enfants arrières petits-enfants, neveux, petits neveux... sommes rassemblés pour s'incliner sur ce lieu de leurs martyrs. Nous étions environ 120 à pénétrer dans le chemin de ronde de la prison pour nous recueillir devant les courettes de la mort. Sept drapeaux ouvraient cette procession dont celui de l'association l'Alliance porté par Erwan de Saint Pol, petit-fils de Guy de Saint Pol.

A l'intérieur de la prison la cérémonie était organisée par l'association « Mémoires de la Résistance et de la Déportation Normande » (MRDN) dont le président est Monsieur G. Fournier. Cette association regroupe depuis 2021 plusieurs associations des victimes du nazisme du Calvados, déportés et fusillés.

Ensuite, devant la porte de la prison s'est tenue la cérémonie officielle sous la direction de Mme V. Rapeaud, Directrice des Relations Publiques et du Protocole à la

## CAEN : CÉRÉMONIE DU 6 JUIN 2022

mairie de Caen. Les officiels du Calvados très attachés à cette cérémonie étaient venus nombreux. Présidaient Jean-Philippe VENNIN, Secrétaire général de la Préfecture du Calvados représentant Thierry MOSIMANN, Préfet du Calvados et Joël BRUNEAU, Maire de la ville de Caen, en présence d'une vingtaine d'autorités civiles et militaires.

Plusieurs témoignages ont été lus :

Bernard DUVAL, Réseau Hector, arrêté le 10 mars 1944 interné à la prison de Caen, puis déporté. A 96 ans il est aujourd'hui parmi nous et nous rappelle le souvenir de ceux qu'il a côtoyés dans cette prison et avec lesquels il a échangé quelques mots.

Suzanne GELBART-BOUTROIS, venue de Suisse, fille de Charles BOUTROIS qui avec ses trois fils Emile, Achille et Michel s'engage dans la résistance au sein du Front National de la gare de Caen. Achille et Michel seront fusillés à la prison de Caen le 6 juin 44. Emile est mort au front d'Alsace le 1er février 1945, FFI 1er régiment de tirailleurs algériens.

Les représentants des familles procèdent à l'Appel des noms des résistants Caennais et Calvadosiens suivant les réseaux, mouvements ou groupes de résistants auxquels ils appartenaient au moment de leur arrestation. Pour le Réseau Alliance, l'Appel fût prononcé par Mme Claude CABY, fille de Jean CABY, accompagnée de Madame Aurélia DOUIN, petite-fille de Robert DOUIN.

### 16 fusillés du Réseau ALLIANCE :



ALBERT ANNE  
(PIEUVRE 2)



ROBERT BOULARD  
(CÉRYLE)



GEORGES THOMINE  
(CACHALOT - F35)

## CAEN : CÉRÉMONIE DU 6 JUIN 2022



DÉSIRÉ LEMIERE  
(CHORDELLE - F351)



GUY DE SAINT POL



RENÉ LOSLIER



ERNEST MARGERIE



AUGUSTE DUVAL  
(COTYLE - F.350)



ANDRÉ ROBERT



JEAN LE BARON  
(F 340)



MAURICE PRIMAULT  
(CALURE)



JOSEPH LANGEARD



## CAEN : CÉRÉMONIE DU 6 JUIN 2022



JEAN CABY  
(EMOUCHET)



ROBERT DOUIN  
(CIVETTE - F3)



ANTOINE DE TOUCHET  
(AGRION)



MARCEL MARIE

Mais aussi des membres d'autres réseaux :

7 Fusillés du Réseau ARC-EN-CIEL,  
Maurice DUTACQ  
Yves LEGOFF  
Raymond PAULY  
Roger VEILLAT

Louis LECONTE  
Anatole LELIEVRE  
Roland POSTEL

2 Fusillés du Réseau COHORS-ASTURIES,  
Pierre AUDIGER

Alexis LELIEVRE

12 Fusillés de l'Organisation Civile et Militaire du groupe de Résistance Montchamp,  
Roger AUVRAY  
François CAULET  
Henri LAIRE  
Olivier LE FOLL  
Pierre MENOCHET  
Henri MOREL

René BIZET  
Alexis LAIR  
son père Camille LAMOUREUX  
Camille LEPETIT  
Jean MONSION  
Marcel VINCENT

## CAEN : CÉRÉMONIE DU 6 JUIN 2022

13 Fusillés de l'Organisation Civile et Militaire du groupe de Résistance du Docteur Paul DERRIEN,  
Maurice BILLY  
Henri CAREL  
Paul DERRIEN  
Gabriel JAMES  
Charles SEVESTRE  
Robert VIGOUROUX  
Paul VIVIER

Victor BOUSSO  
Paul CHALEAT  
Jean GIRAULT  
Louis LECHEVALIER  
Raymonde VAISSIER  
Paul VIGOUROUX, son frère

12 Fusillés du Réseau des JFTP et FRONT NATIONAL de la gare de Caen,  
Maurice ARROT Achille BOUTROIS  
Michel BOUTROIS, son frère Serge DUMONT  
Maurice HARDY Jean HEBERT  
Joseph PICQUENOT Bernard PICQUENOT, son fils  
Désiré RENOUF Pierre TREVIN  
Bernard RENAULT

9 Fusillés réfractaires au STO, maquisards, membres des FFI ou fervents opposants à l'occupant,  
Louis BOURDON Emile COSNARD  
Jules LEBOEUF Serge LOISEAU  
Georges MADORET Colbert MARIE  
Georges MARTIN Georges NOEL  
Roger ROUSSEL

« MORTS POUR LA FRANCE », repris à la fin de chaque groupe d'Appel.

Dépôts de fleurs par les familles, chant des Partisans par les musiciens de la Fraternelle, temps de recueillement.

Dépôts de gerbes par les autorités, sonnerie aux Morts, minute de silence et Marseillaise.

Agathe COUDRAY, élève au lycée Sainte-Marie de Caen, 1er prix du palmarès Calvados du concours national de la Résistance et de la Déportation, lauréate du palmarès académie de Normandie, présente une gerbe à Monsieur Bernard DUVAL, en geste de reconnaissance.

Les autorités saluent les porte-drapeaux, les familles de fusillés, les musiciens de la Fraternelle et les personnes associées à cet hommage.

Comme l'a écrit J-M GIRAULT, ancien sénateur maire de la ville de Caen et ancien équipier d'urgence de la Croix-Rouge française en 1944, dans sa préface de l'ouvrage de référence « Massacres nazis en Normandie » de Jacques VICO et Jean QUELLIEN, « Le massacre perpétré par les nazis dans la journée du 6 juin 1944 fait partie de l'histoire profonde de la ville de Caen...C'est grâce à eux que je suis un homme libre... Le massacre du 6 juin 1944 à la prison de Caen s'inscrit dans l'enchaînement des tragédies quotidiennes de l'humanité. En ce sens, il n'est pas le passé, il est le présent ».



*NB : Cette prison de Caen, la plus ancienne des deux, située en ville, doit être fermée en 2023, puis détruite. Préfecture, Municipalité, élus et associations sont en concertation pour maintenir sur le lieu du massacre, les murs d'au moins une des courettes où eu lieu le massacre, ainsi qu'un monument commémoratif. A suivre...*

# Une résistante de la 2e guerre mondiale



Disparue ce 8 septembre à l'âge de 96 ans, Elizabeth II avait 13 ans quand la Seconde Guerre mondiale a éclaté.

Elisabeth II et Winston Churchill se sont bien connus. Le politicien a d'ailleurs fait sa rencontre alors qu'elle n'était qu'une enfant. Et c'est lui qui fut son mentor lorsqu'elle devint reine. L'historien britannique Andrew Roberts, auteur d'une magistrale biographie sur Winston Churchill, revient sur les liens indéfectibles qui unirent le vieux lion à la jeune souveraine, et sur le parcours d'un Premier ministre devenu légende du XXe siècle.

Profondément marquée par les bombardements tout près du château de Windsor, la jeune femme de 19 ans rejoint l'Auxiliary Territorial Service, la branche féminine de la British Army.

La princesse pas encore couronnée conduit une ambulance militaire dans l'Angleterre bombardée par les Nazis. Londres est alors parsemée de ruines. Les aviateurs anglais et alliés ont sauvé de justesse, dans le ciel britannique, le destin d'un royaume que le Troisième Reich rêvait d'asservir.

Même si la Reine s'est toujours interdite de donner son opinion en matière de politique, elle savait déjà comment se faire comprendre. Sans son amour pour la France et son accord sur la politique de Churchill, il est peu probable que l'association Alliance/MI6 ait été aussi fructueuse pour les deux pays.

Alors, merci Elisabeth !





# Seconde guerre mondiale : sous Vichy, ils étaient pétainistes et résistants



DE AXELLE SZCZYGIEL,  
JOURNALISTE DU POINT



*François Mitterrand (à droite) et Marcel Barrois (au centre)  
sont reçus en audience par le maréchal Pétain,  
octobre 1942 © Getty Images*

Ces hommes et ces femmes obéissent au maréchal tout en luttant contre l'occupant. Paradoxal ? Voici le vrai visage de ceux que l'on appelle les vichysto-résistants.

Nous sommes fin 1940. La marquise de Virieu vit avec ses quatre enfants en zone libre, dans son château en Isère. Alors que son mari est prisonnier en Allemagne, la marquise est sollicitée par un officier français, Jean Greyfié de Bellecombe, qui lui demande de dissimuler des armes dans sa propriété. Un arsenal de plus de 40 tonnes est alors transféré dans l'édifice familial. Des centaines d'autres Français feront de même, ouvrant eux aussi les portes de leurs propriétés à des militaires venus y camoufler du matériel en prévision d'une reprise des combats contre l'occupant.

## **Qui est à l'origine de ces actions de résistance ?**

Des soldats qui font partie... de l'armée de Vichy ! Oui, le régime qui organise la collaboration avec l'Allemagne nazie est aussi un repaire de résistants. Et ce double jeu va s'opérer très vite.

## SECONDE GUERRE MONDIALE : SOUS VICHY, ILS ÉTAIENT PÉTAINISTES ET RÉSISTANTS

Quelques jours après l'armistice signé le 22 juin 1940 entre la France et le III<sup>e</sup> Reich, « le général Colson, ministre de la Guerre, fait remettre aux représentants des régions militaires convoqués à Vichy une lettre manuscrite prescrivant de cacher du matériel », explique l'historienne Bénédicte Vergez-Chaignon (Les Vichysto-Résistants, éd. Perrin).

Quelques semaines plus tard, en août, la Commission allemande d'armistice limite la taille de la nouvelle armée française à 100 000 hommes et n'autorise qu'un équipement rudimentaire. Tous les chars, armes antichars et antiaériennes, ainsi que les canons au-dessus du calibre 75 doivent être livrés à l'Allemagne. Une mesure censée freiner toute velléité de revanche.

### **La Résistance au sein même du régime !**

En réaction, les opérations de camouflage reprennent de plus belle. Pour superviser les stocks, le commandant Emile Mollard, couvert par sa fonction officielle de chef de la section Matériel au Bureau d'état-major, crée une organisation illégale baptisée Conservation du matériel (CDM). La Résistance au sein même du régime ! De nombreux officiers propriétaires mettent leurs fermes à sa disposition. En Auvergne, un capitaine va même jusqu'à en acheter une au nom du CDM pour la bourrer de munitions. Au total, jusqu'au printemps 1941, environ 15 000 véhicules, 85 000 armes individuelles, 9 500 mitrailleuses et fusils-mitrailleurs, 200 mortiers, 9 000 obus de 75, 150 000 grenades, 1 000 tonnes de munitions d'infanterie, tous issus du désarmement des troupes françaises, auraient été soustraits à l'ennemi et cachés dans des grottes, des fermes, des entreprises et même des congrégations religieuses (chiffres tirés de La Première Résistance : le camouflage des armes, de

Philibert de Loisy, éd. L'esprit du livre). L'abbaye Notre-Dame-des-Dombes, dans l'Ain, acceptera par exemple plus de 800 tonnes de munitions, des citernes d'essence et du matériel d'optique.■

### **Les vichysto-résistants refusent la défaite**

Des partisans de Vichy opposés à l'occupant ? Pendant longtemps, cette idée a semblé incongrue voire carrément scandaleuse. Il a fallu attendre le début des années 1990, avec notamment la parution de l'ouvrage du journaliste Pierre Péan sur le passé vichyste de François Mitterrand (Une jeunesse française, éd. Fayard), qui était jusque-là connu comme résistant, pour sortir du schéma manichéen : soit on est résistant, soit on est vichyste. Pour certaines personnalités ambivalentes on parle de « vichysto-résistants ». Un néologisme qui désigne, selon l'historien Jean-Pierre Azéma, « des patriotes, souvent anti-Allemands, qui rallient Vichy par admiration pour le maréchal ou pour préparer le relèvement du pays, puis qui s'aperçoivent plus ou moins tard de la nocivité du régime, ou de son échec ».

Aux premiers temps de l'Occupation, ils sont une petite centaine. Souvent officiers de carrière, issus de la droite, conservateurs, anticomunistes, hostiles à la démocratie élective. Ils sont ouvertement favorables à la Révolution nationale prônée par Pétain et à son triptyque « travail, famille, patrie ». Sauf qu'ils refusent la défaite. Alors pourquoi soutenir l'homme qui demanda l'armistice ? Parce qu'il s'agit de Pétain, le héros de Verdun, l'un des vainqueurs de la guerre de 14-18. « Il ne passe clairement pas pour quelqu'un de germanophile, rappelle Bénédicte Vergez-Chaignon. Dès l'été 1940, l'idée qu'il organise la revanche, ou du moins l'approuve, est donc assez répandue. » Le maréchal jouerait-il sur les deux tableaux ?

## SECONDE GUERRE MONDIALE : SOUS VICHY, ILS ÉTAIENT PÉTAINISTES ET RÉSISTANTS

Les vichysto-résistants en sont persuadés et ils vont faire de même. La plupart restent à leurs postes dans les états-majors et cabinets ministériels. Mais ils en profitent pour doubler leurs missions. Vichy a eu le droit de maintenir des services secrets de renseignement. L'Etat français crée le Bureau des menées antinationales (BMA), service de contre-espionnage dont le rôle est de protéger l'armée de l'armistice contre les espions.

### **Création de services de contre-espionnage**

Le BMA cible d'abord les gaullistes et les communistes et ses agents interpellent des milliers de suspects. Plusieurs centaines sont condamnés à mort. Mais ils enquêtent aussi discrètement sur les espions allemands et italiens en zone sud, là où l'Etat français reste souverain. Entre septembre 1940 et août 1942, 698 personnes sont arrêtées. Parmi elles, 30 agents de l'Abwehr, service de renseignement de l'état-major allemand, sont exécutés par Vichy.

D'autres entités camouflées voient le jour. Derrière la façade d'une société des Travaux ruraux (TR) rattachée au ministère de l'Agriculture se cache un service de contre-espionnage. Au printemps 1941, le colonel Ronin, à la tête du Service de renseignement Air (SR Air), met en place une liaison quotidienne pour envoyer vers l'Angleterre des informations sur le trafic aérien des Allemands, l'état de leurs forces, la structure du commandement militaire, etc. Pourtant, officiellement, une circulaire de Vichy rappelle aux SR de « s'abstenir de toute relation avec les services de renseignements anglais ou anglo-gaullistes ».

Que pense Pétain de ces initiatives anti-allemandes ? On ne peut affirmer avec certitude qu'il les soutient, ni qu'il les condamne. Mais il connaissait l'existence de ces réseaux. Selon Bénédicte Vergez-

Chaignon, « il évita les ordres clairs et il s'abstint toujours de se compromettre ». L'arrivée de l'amiral Darlan à la tête du gouvernement en février 1941 change la donne. « Parce que cette prolifération d'initiatives dérange ses efforts de négociation avec l'Allemagne, il somme Pétain et son entourage d'arrêter les financements ou les approbations entre deux portes », indique Bénédicte Vergez-Chaignon. Percés à jour par les Allemands, lâchés par les autorités françaises, la plupart des premiers vichysto-résistants finissent par être arrêtés ou placés en résidence surveillée.

Le BMA est dissous en novembre 1942. Fini les illusions sur le régime de Vichy et sur le désir de revanche de Pétain. Cela veut-il dire que ces résistants vont rejoindre les rangs anti-vichystes du général de Gaulle ? Impossible pour eux de suivre celui qui était sous-secrétaire d'Etat à la Guerre au moment de la débâcle de 1940 et qu'ils considèrent comme un des responsables de la défaite. Ils vont plutôt développer leurs propres réseaux de résistance... tout en continuant à faire confiance à Pétain. « Il ne s'agit pas de ruptures nettes avec Vichy, mais plutôt d'une évolution progressive dans leur intime conviction, précise Bénédicte Vergez-Chaignon. Peu de personnes vont véritablement reconnaître qu'elles se sont trompées sur Pétain. »

### **Pas question de rejoindre De Gaulle**

En novembre 1942, l'Allemagne envahit la zone sud. L'armée d'armistice est dissoute et tout le monde comprend alors la réalité de la collaboration. Les vichysto-résistants passent dans une phase plus active, au même titre que les réseaux concurrents, communistes et gaullistes. En décembre 1942, l'Organisation de résistance de l'armée (ORA) est fondée. A sa tête, le général Aubert Frère. Gouverneur militaire de Lyon sous Vichy, il a présidé le tribunal qui condamna à mort par contumace le général de Gaulle. Pétainiste à 100%, il est

## SECONDE GUERRE MONDIALE : SOUS VICHY, ILS ÉTAIENT PÉTAINISTES ET RÉSISTANTS

chargé de regrouper les officiers de l'ancienne armée d'armistice restés en métropole, pour qu'ils soient prêts à prendre les armes contre l'Allemagne lors du débarquement allié. Il sera arrêté par la Gestapo et mourra en déportation.

On assiste aussi à « des ruptures collectives avec Vichy dans les mouvements de jeunesse du régime, la diplomatie ou le milieu des prisonniers de guerre », explique l'historienne Johanna Barasz (*De Vichy à la Résistance : les vichysto-résistants 1940-1944*, dans la revue *Guerres mondiales et conflits contemporains* n° 242, PUF).

### **François Mitterrand organise une filière clandestine d'évasion**

François Mitterrand est de ceux-là. Blessé au front en 1940, puis fait prisonnier par les Allemands, le jeune Mitterrand s'évade en 1942 et se rend à Vichy. Il travaille au commissariat général au reclassement des prisonniers de guerre. Pour récupérer des Français détenus en Allemagne, il organise une filière clandestine d'évasion et de fabrication de faux papiers. Il quitte l'administration de Vichy en janvier 1943 et intègre sous le pseudonyme de François Morland le réseau de résistants Rassemblement national des prisonniers de guerre (RNPG), qui regroupe principalement des pétainistes. Loin de renier ses liens avec Vichy, Mitterrand les met au contraire en avant pour montrer l'efficacité de ses actions clandestines.

### **Henri Giraud à la tête de l'armée française d'Afrique**

Mais c'est à Alger qu'on va retrouver le gros des nouvelles troupes vichysto-résistantes. Le 8 novembre 1942, les Anglo-Américains débarquent en Afrique du Nord. Un certain nombre de hauts fonctionnaires qui ont

participé à l'exercice du pouvoir entre 1940 et 1942 vont ainsi quitter la France pour rejoindre l'Afrique du Nord. Pour eux, le vrai leader, ce n'est pas de Gaulle mais Henri Giraud. Prisonnier d'une forteresse allemande de 1940 à 1942, ce général est un admirateur de Pétain. Après son évasion, il arrive à Alger en novembre 1942 et prend le commandement de l'armée française d'Afrique le mois suivant. Son atout : le soutien des Américains. Ces derniers voient en lui l'homme de la synthèse, le lien entre vichysto-résistants, gaullistes et communistes. Giraud va obtenir des Alliés le réarmement des forces françaises d'Afrique et permettre ainsi à la France d'apporter sa contribution aux combats destinés à libérer le pays. Mais contrairement à de Gaulle, il refuse, dans un premier temps, de rompre avec le régime de Vichy.

### **Giraud et de Gaulle créent le Comité français de la libération nationale**

Au printemps 1943, Giraud et de Gaulle se retrouvent à Alger et actent la création du Comité français de la libération nationale, dont ils assurent ensemble la présidence. Les résistances s'unissent. Mais petit à petit, de Gaulle manœuvre pour évincer les proches de Giraud. Il juge son partenaire trop lié aux principes de la révolution nationale de Vichy, trop peu représentatif de l'esprit de la Résistance et trop docile aux demandes des Américains. De Gaulle parvient finalement à écarter Giraud de la coprésidence le 9 novembre 1943. Privé de toute autorité politique, ce dernier disparaît de la scène, marginalisant définitivement le « courant » vichysto-résistant à la fin de la guerre. De Gaulle triomphe de son rival et prend la tête du gouvernement provisoire en juin 1944.



# L'ABWEHR À DIJON

## **Maurice LOMBARD**

Né à Tarsul, petit village de Côte d'Or, le 4 février 1922, famille de paysans. Son père employé à l'usine de produits chimiques (distillation de bois) meurt en 1933.

Sa mère et sa sœur, née en 1907, s'installent à Dijon et assureront son éducation. Elève au lycée Carnot, il entre à la Faculté de Lettres de Dijon.



Professeur d'Histoire en Alsace, puis au lycée Carnot de Dijon, puis à l'université de Bourgogne chargé de cours des étudiants étrangers.

Conseiller municipal – 1er adjoint au maire de Dijon de 1970 à 1994 – sénateur de la Côte d'Or de 1980 à 1998.

Il entre en résistance dès 1940 à Dijon avec des étudiants qui organisent la presse clandestine Résistance et Témoignage Chrétien.

Puis après les arrestations des membres de son groupe qui seront déportés, il se réfugie à Tarsul où par des contacts avec le Front National il sera chargé de rechercher un terrain de parachutage et des caches d'armes, parallèlement il aide les maquis qui s'organisent (1943) avec des voisins membres de l'OCM qui seront arrêtés en septembre 1943, puis il recrute et crée son maquis « le maquis Laurent ». Ce groupe de 60 hommes participera aux combats de la Libération. Le chef « Laurent » grièvement blessé sera hospitalisé dans le centre médical de campagne d'Echalot. Son groupe transféré à Minot constituera une nouvelle compagnie du Corps Franc n° 1.

Maurice Lombard nous a laissé un écrit précis sur l'organisation et les actions entreprises pendant la dernière guerre mondiale de l'Abwehr de Dijon. Nous le reprenons ici car il concerne également le réseau ALLIANCE dont une majorité de membres ont été arrêtés par elle grâce, essentiellement, à l'infiltration d'agents dans le réseau.

## **L'ABWEHR À DIJON (1940-1944)**

**de Maurice Lombard**

L' Abwehr (Abwehrstelle) était le service de Renseignements de la Wehrmacht. Classique instrument de l'espionnage et du contre-espionnage militaires, il existait avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Son importance s'est naturellement accrue après 1933, sous la direction de l'amiral Canaris. En 1939, l'Ouest de l'Europe était "couvert" par deux Abwehrstelle : AST de Münster pour l'Europe du Nord-Ouest et AST de Stuttgart pour l'Europe du Sud-Ouest.

## L'ABWEHR À DIJON

Derrière l'armée allemande victorieuse, l' Abwehrstelle s'installa en France dès l'été de 1940. Il y avait une antenne de l'Abwehr par "Bezirk" : à Paris, à Dijon, à Angers et à Bordeaux, puis, à partir de novembre 1942, à Lyon, à Marseille et à Toulouse. L'antenne de Dijon débordait largement les frontières administratives du "Bezirk C" (Nord-Est de la France). En juillet et août 1940, la plus grande partie de l'appareil de Stuttgart s'est transportée à Dijon.

Dès le mois de juillet, les services de l' Abwehr s'installaient dans l'hôtel de l' Urbaine, 28, rue Pasteur. Discrètement : pas de drapeaux de la Wehrmacht comme sur les autres édifices occupés par les états majors, pas même de sentinelles, seulement des barreaux aux fenêtres et un miroir qui permettait au planton de voir, depuis une pièce du rez-de-chaussée, les visiteurs qui sonnaient. Les Dijonnais occupés n'eurent connaissance de cet organisme qu'après la Libération, lorsqu'un procès rassembla au Palais de Justice de Dijon quarante-quatre agents français ou alliés appelés à répondre devant la Cour de Justice de l'inculpation de trahison et d'intelligence avec l'ennemi. Les autorités administratives françaises ne semblent pas avoir été mieux informées que la population. Service de l'armée, l' Abwehr faisait passer ses exigences par le canal de la Feldkommandantur, à la différence de la Sipo, dont le Kommandeur était dûment accrédité auprès de la Préfecture et des autorités de police et de gendarmerie.

Au point de vue administratif, l'AST de Dijon dépendait du commandement de la France occupée, dont le siège était à Paris. Mais dans le domaine opérationnel, l'antenne de Dijon était directement rattachée à l'Etat-Major de Canaris à Berlin. Dans l'action, les services de Dijon ne montraient aucune subordination à l'égard de l'Abwehr de Paris ; leur champ d'action s'étendait sur tout ce qui était du domaine de l'AST de Stuttgart, c'est-à-dire la France, l'Afrique du Nord et l'Italie du Nord. Lorsque Kurt Merk lança l'hallali contre le réseau Alliance, en septembre 1943, il envoya plusieurs dizaines d'agents dans la région parisienne, sans en informer d'abord ses collègues de l'Hôtel Lutetia, et dirigea l'opération sur le terrain, à Paris, c'est à Berlin que l'Abwehr de Dijon rendit compte du succès de son entreprise.

### **L'organisation de l'Abwehr de Dijon**

A sa tête se sont succédés, pendant les quatre années d'occupation, quatre officiers supérieurs : le lieutenant-colonel Servaes, le colonel Ollendorf, le colonel Dr Stephan et le colonel Schultz. Les services étaient répartis entre trois sections :

Section I : Espionnage (colonel Hildebrandt) Section II : Sabotage et activités subversives  
Cette section était restée à Stuttgart et n'était donc pas représentée à Dijon.

Section III : Contre-espionnage

Commandée par le colonel Otto Ehinger et par son adjoint, le Major Gleichauf, cette section s'était transférée entièrement de Stuttgart à Dijon, avec ses bureaux :

- Infiltration d'agents ennemis dans les armées
- Contrôle du courrier des prisonniers Contrôle postal et téléphonique.

## L'ABWEHR À DIJON

-Détection des agents ennemis dans les territoires occupés.

-III F, L' Abteilung chargé d'abord de la lutte contre les réseaux de renseignements alliés, mais dont la mission fut étendue à la lutte contre la Résistance française, fut de beaucoup le plus important, et celui sur lequel le procès de Dijon a donné le plus de renseignements.

Nous ne connaissons pas avec exactitude les effectifs de l'Abwehr de Dijon. Mais, ils paraissent avoir été très importants, beaucoup plus importants que ceux de la Sipo. (Les services de police installés rue Docteur-Chaussier n'ont jamais compté plus de trente personnes, y com pris les secrétaires et les chauffeurs.) Le seul Abteilung III F comptait vingt-sept officiers et sous-officiers auxquels s'ajoutaient des secrétaires (dont onze femmes), des chauffeurs, des interprètes, sans parler bien entendu des agents secrets, pour la plupart français, manipulés par les officiers traitants.

Outre les bureaux de la rue Pasteur, où se trouvaient l'Etat-Major, le fichier et l'administration, l' Abwehr occupait d'autres locaux, à Dijon, aux numéros 10 et 9, boulevard Carnot et, encore plus discrète ment, des appartements où avaient lieu les rencontres entre les agents et les officiers chargés de les manipuler: rue Dr-Rémy, 35, avenue Victor Hugo, 6, rue de Fontaine, 6, rue Montmartre.

Les moyens financiers paraissent avoir été illimités, alimentés naturellement par les frais d'occupation versés par la France à la Wehrmacht, en application de la convention d'armistice ; le train de vie des officiers de l'Abwehr en témoigne ainsi que la générosité des primes offertes à leurs espions, en reconnaissance de leurs services.

### Les agents secrets

(Paul Lien est fléché)



Photo de Morgane Production

## L'ABWEHR À DIJON

Qui étaient-ils ? Quelques rares Allemands, et presque tous dans la section I, comme RuthDunemann, Emil Klauer ou Tony Walter (infiltré en France depuis 1918). Surtout, des Français, parmi lesquels nous pouvons distinguer deux strates.

D'abord, les "anciens" qui appartenaient aux services allemands avant 1940. C'était le cas de Jeanne Péquignot, de Saint-Louis (Haut-Rhin), dite "la Comtesse", recrutée dans les années 20, de sa fille Andrée Rives, l'un des as de l'Abteilung III F, à qui les Allemands donnèrent en récompense de ses services le magasin Etam, rue Bossuet, et sans doute de son frère, commissaire divisionnaire de la DST de Lyon. C'était aussi le cas de Philippe Freyre, représentant de commerce dijonnais, agent double que la Sécurité militaire française avait infiltré dans l'Abwehr en 1937.

D'autres, beaucoup d'autres, furent recrutés, après la victoire allemande de 1940, par des petites annonces publiées dans les journaux, dans Le Progrès de la Côte-d'Or, le 21 puis le 25 août, mais aussi dans Paris-Soir et dans Le Matin : on recherchait des représentants de commerce, on évoquait des relations économiques avec les autorités d'occupation. Les candidats présentant des caractères d'honorabilité furent systématiquement écartés. Par contre, un agent de banque qui sortait de prison, un instituteur condamné pour une affaire de mœurs, un ancien officier d'active révoqué, furent tout de suite recrutés. Ils en attirèrent d'autres, tentés par l'argent ou par la possibilité de se livrer impunément au marché noir, sous la protection des Allemands.

Des Alsaciens aussi, comme Bœhm et comme Lien, recrutés comme interprètes. On leur confiait vite d'autres missions. N'étaient-ils pas d'ailleurs redevenus citoyens allemands comme on le leur rappelait (ainsi Lien fut-il décoré de la Croix de Fer) ?

Le recrutement d'agents dans les partis de la collaboration paraît assez tardif. Il intervint à partir de 1943, lorsque l'Abwehr reçut la mission d'intervenir contre la Résistance. Si la Sicheipolizei (Sipo ou Gestapo) recrutait dans la Ligue française de Costantini, c'est plutôt parmi les militants du Parti Populaire Français, de Jacques Doriot, que l'Abwehr puisait des agents. Ainsi en était-il du Kommando Sandrin qui fut engagé dans des opérations contre les maquis.

On peut faire une mention spéciale pour les agents des services alliés, ou de la Résistance, retournés : ainsi Witwicki, officier polonais du S.R. polonais en France, ou Georges Dace, un Britannique de l'Intelligence Service, arrêté à Moulins en 1941, ou encore un jeune Belge du réseau Janvier, arrêté lui aussi à Moulins.

### L'action de l'Abwehr

Jusqu'en 1943, il s'agit d'actions d'espionnage ou de contre espionnage classiques. L'AST de Dijon surveillait en particulier le gouvernement de Vichy, l'armée d'armistice, l'armée d'Afrique du Nord, les administrations et les personnalités de la zone non occupée. Le général Weygand fit l'objet d'une surveillance toute spéciale : une jeune espionne, venue de Dijon,



## L'ABWEHR À DIJON

de Dijon, gagna la sympathie de Madame Weygand et réussit à s'introduire dans sa familiarité ; il semble bien que c'est sur rapport du colonel Hildebrant que les Allemands prirent la décision de l'arrêter, en 1943.

Les adversaires, ce furent les services secrets britanniques, français libres, polonais, belges... et les services secrets de Vichy. En effet, pour le Service de Sécurité militaire, l'armistice n'était qu'une péripétie de la guerre qui l'opposait depuis des décennies à l'Abwehr ; il était contraint de manœuvrer seul, désavoué par le gouvernement, mais avec la complicité de l'Etat-Major de l' Armée d'armistice. Dans cette lutte, les Français marquèrent d'ailleurs des points, en 1941 : les agents du colonel Hildebrant infiltrés en Afrique du Nord furent arrêtés quelques semaines après leur arrivée et fusillés. Philippe Freyre, qui avait été associé à leur recrutement, avait signalé leur mission aux Services français.

Par contre, à partir de 1941, le Service de Sécurité militaire de Lyon, camouflé en agence de courtage de transports, fut surveillé par Andrée Rives et par son oncle ; ses agents envoyés en zone occupée furent pris et, le 12 novembre 1942, tous les officiers furent arrêtés.

L'Abteilung III F réussit, dès le milieu de 1941, à infiltrer des agents dans le Mouvement Combat. C'est Henri Fresnay lui-même qui a recruté Jean-Paul Lien et lui a confié la direction de son mouvement à Toulouse. Lien introduisit dans le Mouvement Denise Böhm, qui assura la liaison entre Bertie Albrecht, à Lyon, et Jeanne Sivadon, directrice de l'école des surintendantes d'usine, à Paris. Le style de l'Abwehr apparaît bien dans cette affaire. Lien, arrêté comme résistant et emprisonné à Lyon, ne bénéficia d'aucune intervention allemande, mais seulement de colis. Denise Böhm passait la Ligne de démarcation de façon clandestine, à ses risques et périls. Lorsqu'elle vint annoncer à Merk l'arrestation de Jeanne Sivadon, celui-ci s'indigna de cette maladresse de la Gestapo de Paris ; il découvrit qu'elle avait utilisé la trahison d'un autre agent de liaison, Devillers. Sur ses indications, Lien donna l'information à Fresnay, qui avait des relations avec le SSM. En avril 1942, Devillers fut arrêté à Limoges, jugé, fusillé de façon expéditive, sans que ses patrons aient eu le temps d'intervenir. Ainsi se trouvait renforcée la confiance que Fresnay accordait à Lien et l'Abwehr écartait la concurrence de la Sipo de Paris dans la surveillance de Combat. A vrai dire, l' Abteilung III F ne prenait pas très au sérieux ces résistants démunis de moyens militaires. Le colonel Hildebrant aurait voulu découvrir les liens qui, selon lui, devaient exister entre Combat et le gouvernement de Vichy ; il cherchait à démasquer la comédie de la collaboration que le Maréchal Pétain et son gouvernement ne pouvaient manquer de jouer aux Allemands. Sans succès et pour cause !

A partir de l'été de 1943, la Section III F reçut mission d'ajouter à l'action contre les Services de Renseignements, la lutte contre la Résistance. Les sabotages qui se multipliaient, la formation des premiers groupes armés sur le sol français contraignaient, en effet, la Wehrmacht à tenir compte de cette Résistance qui pouvait compromettre la sécurité de ses arrières en cas de débarquement allié.

## L'ABWEHR À DIJON

En octobre 1943, le major Gleichauf suivit les opérations engagées contre le maquis du Châtillonnais, en observateur, pour s'informer de l'organisation de la Résistance. C'est alors que l'Abwehr enrôla ces amateurs qu'étaient les collaborateurs français. Ils furent infiltrés dans des organisations de Résistance et dans les maquis, ou groupés militairement dans un kommando cantonné 10, boulevard Carnot à Dijon, et commandé par un sous-officier allemand. Ce kommando était destiné à mener des opérations de combat contre les maquis. Il s'agissait là, il faut le noter, d'une forme d'action exceptionnelle pour la section III.

En procédure normale, lorsque l' Abwehr jugeait opportun de faire arrêter des ennemis, elle en confiait le soin à un service de police : la Geheimpolizei, jusqu'en avril 1942, la Sicherheitspolizei ensuite.

Pendant la dernière année de l'occupation, de septembre 1943 à août 1944, l' Abwehr de Dijon multiplia ses recours aux services de police allemands. Devant la menace qui se précisait, il ne suffisait plus, en effet, de s'informer et d'agir avec subtilité ; il fallait détruire tout ce qui menaçait la sécurité de l'armée d'occupation. Une grande partie des coups portés par la Sipo à la Résistance eut pour origine les informations fournies par l' Abwehr. Son succès le plus spectaculaire fut la quasi-destruction du réseau Alliance, réseau de renseignements français au service des Britanniques, le plus important, par le nombre des agents et par l'espace contrôlé, dont disposaient les Alliés ; fondé par le Commandant Loustanaul-Lacau, il était dirigé par Marie-Madeleine Méric (plus tard Fourcade) et par le commandant aviateur Faye.

Jean-Paul Lien, toujours "manipulé" par le lieutenant Merk, était passé de Combat à Alliance. Il y occupait un poste de confiance (adjoint du responsable des liaisons aériennes avec l'Angleterre). Grâce à lui, Merk réussit à infiltrer d'autres agents dans le réseau et à en connaître les principales structures.

L' Abteilung III F attendit pour frapper le retour en France du commandant Faye, qui était allé en Angleterre. Le message annonçant ce retour, "La pêche à la baleine est un métier d'enfer", fut diffusé par la BBC le 15 septembre 1943. Merk, qui n'ignorait rien de l'opération, mit en place son dispositif et alerta la Sipo pour que les arrestations puissent être effectuées en même temps, dans toute la France. Lui-même ne résista pas à latenter, en violation des règles de l' Abwehr, de procéder personnellement à l'arrestation de Faye et de son radio, un officier britannique, le 16 septembre, dans le train qui les conduisait à Paris ; il monta dans le train à Aulnay-sous-Bois et s'installa dans le compartiment de Faye ; au bout d'un instant, il se pencha vers son vis-à-vis : "Avez-vous fait bon voyage en Angleterre, Monsieur Faye ?" Le même jour, des centaines d'arrestations furent opérées (environ 600). Quatre cent-trente-huit agents d'Alliance furent fusillés ou périrent dans les camps de concentration, morts d'épuisement ou pen dus. Ce fut le coup le plus terrible porté par les Allemands, au cours de la guerre, aux services de renseignements alliés. En août 1944, le lieutenant Merk se préparait à porter un dernier coup exterminateur à ce qui restait du réseau Alli

## L'ABWEHR À DIJON

réseau Alliance, dont un de ses agents était le responsable de l'antenne de Grenoble et dont les radios étaient presque tous issus de l'école de l'Abwehr, installée boulevard Carnot.

Mais le débarquement de Provence et la retraite précipitée de l'armée allemande l'empêchèrent de réaliser son projet. L'agent qui devait parachuter le noyautage du réseau britannique regagna précipitamment Dijon. La destruction d'Alliance fut le principal succès de l'Abteilung III F de Dijon. Les officiers qui avaient conduit l'opération furent décorés. Lien, outre la Croix de fer, reçut du colonel Ehinger une prime de deux millions de francs.

D'autres opérations furent "traitées" par l'AST de Dijon. Citons en quelques-unes : à la fin de 1943, le retournement d'un agent belge du réseau Janvier, permit d'abord de noyauter celui-ci, puis de le livrer à la Sipo de Bruxelles ; en mai 1944, deux agents venus de Dijon furent infiltrés dans un petit réseau de renseignements de la France libre en voie de constitution dans la région parisienne et dans le Nord ; les renseignements transmis, en juillet, à la Sipo de Paris entraînèrent une soixantaine d'arrestations et la disparition du réseau Jean de la Lune.

Les actions dirigées contre la Résistance locale furent plus dispersées et finalement moins efficaces, en raison sans doute d'organisations moins structurées et par là même plus difficiles à noyauter ; d'ailleurs, plusieurs des agents de l'Abwehr furent exécutés par la Résistance, comme "Jacques le Canadien" et son équipe, dans le Châtillonnais, en juillet 1944.

### Evolution et fin de l'Abwehr

Un décret du Führer du 14 février 1944 plaça l'Abwehr sous le contrôle du R.S.H.A. (Reichssicherheitshauptamt), dont le chef était Kaltenbrunner. Les SS s'emparaient ainsi de la direction du renseignement militaire. Les structures de l'Abwehr furent absorbées par l'Amt VI, commandé par le général SS Schellenberg. Ceci n'entraîna pas de modifications sensibles dans les structures de base pendant plusieurs mois. Mais, en avril 1944, le remplacement du colonel Hildebrandt par le colonel Lipst à la tête de la Section I est le signe de la prise en main de l'Abwehr de Dijon par les SS. Les liens avec la Sipo se trouvèrent renforcés. L'Obersturnführer SS Hülff, Kommandeur de la Sipo de Dijon, demandait que les renseignements recueillis par les militaires lui soient communiqués aussitôt. Il semble que le colonel Ehinger et ses subordonnés, Gleichauf et Merk, aient opposé une certaine résistance passive à ces exigences, moins sans doute par hostilité à la Sipo que par confiance dans leurs méthodes et par esprit de compétition. Mais le 15 juin 1944, Kaltenbrunner dissout les sections de l'Abwehr. La mesure fut appliquée à Dijon en juillet. Le colonel Ehinger fut muté en Hollande, puis rappelé en Allemagne. Les agents de l'Abwehr de Dijon furent répartis entre deux Frontaufklärungstrupp, l'un commandé par Merk, promu capitaine, l'autre par le major Gleichauf. La répartition se fit selon des allégeances personnelles. Certains agents furent transférés à la Sipo.

## L'ABWEHR À DIJON

En fait, les activités de l'ex-Abwehr, jusqu'au départ de Dijon, en août, se limitèrent à quelques opérations déjà engagées. Seulement, en se repliant sur Mulhouse puis sur Stuttgart, Merk et Gleichauf laissèrent derrière eux quelques agents français munis d'émetteurs radios. Mais ceux-ci n'avaient plus le moral. Quelques-uns essayèrent de disparaître, d'autres se livrèrent d'eux-mêmes aux services français ou suisses : c'est ce que fit Micheline Cotte, envoyée à Besançon par la Suisse, en février 1945. Paul Böhm traversa les lignes allemandes, en avril, pour apporter à la Première armée française des informations sur le dispositif de la XIXe armée allemande.

Quelles conclusions pouvons-nous dégager de cette rapide étude ? C'est d'abord la constatation de l'importance de l'Abwehr de Dijon et, il faut l'ajouter, de son efficacité. On tend souvent à opposer aujourd'hui l'image d'une Wehrmacht "correcte" à l'odieuse Gestapo, instrument du parti nazi. Il ne faut pas trop se laisser abuser. Certes, le style est différent : les procédures intelligentes, patientes, subtiles même, de l'Abwehr contrastent avec la hâte brutale des tortures de la Sipo. Mais les deux services ont travaillé de concert. Les renseignements de l'Abwehr conduisaient les adversaires du Reich dans les mains des tortionnaires de la Gestapo ; la Gestapo faisait appel à l'armée pour écraser les maquis. Avec des méthodes différentes peut-être, les deux services ont eu les mêmes adversaires et ont travaillé ensemble au même objectif : la victoire du Reich allemand.

**Maurice LOMBARD,**  
**Dijon**

### Sources et bibliographie

#### Archives

La source principale est constituée par les dossiers de l'instruction du procès des 78 inculpés traduits devant la Cour de Justice de Dijon du fait de leur appartenance à l'Abwehr. Ces pièces, aujourd'hui conservées aux Archives départementales de la Côte-d'Or (accès réservé), ont pu être consultées par l'auteur en sa qualité de Correspondant du Comité d'histoire de la deuxième Guerre mondiale. Outre les comptes rendus d'interrogatoires et de dépositions, on peut noter le document établi par le juge Bouchard, pour éclairer ses recherches, sur l'organisation de l'Abwehr de Dijon et ses structures de commandement (pièce 3076) ; le major Gleichauf a participé à l'établissement de ce rapport.

L'auteur a par ailleurs pu lire les mémoires manuscrits de l'agent secret dijonnais Philippe Freyre, communiqués par sa famille alors qu'il était Correspondant du Comité cité ci-dessus ; il en a rédigé une analyse qu'il a déposée aux Archives de la Côte-d'Or. Les cahiers 1 et 2 contiennent des informations précieuses sur l'implantation de l'Abwehr à Dijon en 1940 et sur les méthodes de recrutement de nouveaux agents. Les cahiers 3 et 4 ont disparu, mais un résumé écrit par Ph. Freyre comble partiellement cette perte.





## INFORMATIONS SUR PAUL LIEN

Par Richard Kauffmann

Jean-Paul Lien, dit « Paul », agent de l'Abwehr, infiltré dans le réseau Alliance sous le pseudo Flandrin, né le 16 septembre 1912 à Saint-Louis (Haut-Rhin). Il fut démasqué à la Libération et jugé avec les agents français du poste Abwehr de Dijon. Condamné à mort, il fut fusillé le 30 octobre 1946.

### Période française

Après son service militaire, il devient agent SNCF à la sous-direction de Strasbourg. Mobilisé en 1939, il participe à la bataille de France avec le grade de sergent, en mai 1940, et se retrouve à Toulouse à la fin des combats.

Il est recruté par Henri Frenay en zone non-occupée (réseau Combat), Jean-Paul Lien déniché des insoumis et réfugiés alsaciens fuyant l'enrôlement forcé dans les armées du IIIe Reich. À partir de 1941, il est envoyé à Villeurbanne auprès du service des assistantes sociales dirigé par Berty Albrecht. Contact de Jane Sivadon, Anne Noury, Anne-Marie Boumied d'une part, d'Henri Frenay et de Berty Albrecht d'autre part, il effectue des liaisons interzones. C'est lui qui met en relation Henri Devillers, agent de l'Abwehr, et Berty Albrecht. Au cours d'une mission à Paris, il est arrêté le 2 novembre 1941, à la station de métro Filles-du-Calvaire. Interrogé par les Allemands dans un hôtel de la place de Clichy, il est conduit à Dijon le 13 novembre 1941 et livré à Heinz Kayser et à l'oberleutnant Kurt Merk alias « Kaiser Schneider ».

### Période allemande

C'était la fin de sa période pour la France. Dans les bureaux de l'Abwehr, situés dans l'hôtel de l'Urbaine à Dijon, le Français craque. Lorsqu'il sort du 28, rue Pasteur, Jean-Paul Lien travaille pour le contre-espionnage allemand à raison de 10 000 francs par mois. Berty Albrecht emprisonnée, et sans nouvelle du réseau de Frenay, il infiltre le 2e bureau de Lyon, en novembre 1942. Source de renseignements précieux pour les Alliés, les membres du 2e bureau de Vichy, Clermont-Ferrand et Lyon, tombent entre les mains des autorités allemandes dès le mois de mars 1943.

Jean-Paul Lien devient agent du service de renseignement allemand. Les services secrets nazis apprécient son efficacité et le récompensent jusqu'à 50 000 francs par mois (équivalant à 20 000 € d'aujourd'hui) .

Entré dans le réseau Alliance grâce à un ami d'enfance, Jean-Philippe Sneyers, tous deux alsaciens, l'Abwehr le place sous les ordres du BdS Sturmbannführer Hans Kieffer.

Son identifiant est Flandrin, son pseudo dans le réseau Alliance, et il se voit confier par Marie-Madeleine Fourcade à Jean-Philippe Sneyers dit Escrogriffe, lui-même attaché au colonel

Edouard

## L'ABWEHR À DIJON

Edouard Kauffmann, chef de la région Centre. Sneyers, à qui Manitou (le colonel Kauffmann) lui confie le poste de responsable du service de sécurité du réseau, entraîne Flandrin avec lui.

Le réseau Alliance est du plus grand intérêt pour les forces d'occupation allemandes et devient une priorité aux yeux de l'oberleutnant Kurt Merk et de son supérieur, le colonel Otto Ehinger.

Loin des appartenances politiques de l'époque, l'organisation Alliance se tourne vers l'Intelligence Service britannique (IS ou MI6). Sous l'autorité de Marie-Madeleine Fourcade appelée aussi Hérisson, femme de conviction et indépendante, le réseau grandit en marge de la politique de résistance du général de Gaulle. Chaque membre prend des pseudonymes d'animaux plus pratiques que les codes britanniques, d'où l'appellation « d'Arche de Noé » attribuée au réseau par les services de renseignement allemands.

### **Les premières arrestations**

Le 10 novembre 1942, une partie de l'état-major et le chef de réseau Alliance sont arrêtés, à la suite de l'évasion du général Giraud réalisée par Alliance. Hérisson parvient à s'évader grâce à l'intervention du commandant Léon Faye, responsable militaire du réseau, auprès de Lucien Siegrist et d'un commissaire de police de Marseille. Il est plus que temps de mettre la tête du réseau Marie-Madeleine Fourcade (connu sous le nom de Méric à cette époque) à l'abri à Londres.

Mais cette fois-ci, Flandrin n'y était pour rien. Infiltré et perspicace, Jean-Paul Lien collabore en sous-main à un groupe de gestapistes, au sein duquel on retrouve Robert Moog dit Bobby, Lucien Doussot et l'officier allemand Kurt Merk. « Flandrin » est impliqué dans les arrestations qui vont décimer bientôt le réseau Alliance.

### **Le feu dans la maison**

Le 16 septembre 1943, le commandant Léon Faye, connu sous le nom d'Aigle, est de retour de Londres. Un Westland Lysander anglais le dépose à 45 km de Paris, en compagnie du radio anglais Ferdinand Rodriguez dit Pie, une estafette et 4 opérateurs radio. Dans le premier train du matin qu'ils prennent en compagnie de "Dallas", Jean Sneyers et "Flandrin" à Nanteuil-le-Haudouin pour filer vers Paris, gare du Nord, les agents du KSD allemand et la Milice interviennent brusquement en gare d'Aulnay-sous-Bois. L'oberleutnant Merk en personne monte dans le wagon et s'installe dans le compartiment voyageur en face du résistant français et le questionne : « Avez-vous fait bon voyage en Angleterre, Monsieur Faye ? ». Le coup de filet est brutal et efficace.

Détenus au 84, avenue Foch à Paris, Léon Faye et deux agents du SOE, John Starr et la jeune Noor Inayat Khan, entreprennent de s'évader dans la nuit du 24 au 25 novembre 1943. L'évasion échoue. Pendant ce temps, la Gestapo organise d'importantes opérations d'arrestations contre le réseau Alliance dans toute la région parisienne.

## L'ABWEHR À DIJON

Faye et Noor Inayat Khan refusant de collaborer, le commandant Faye est jugé par le tribunal militaire de Fribourg-en-Brisgau. Condamné à mort, il est transporté à la forteresse de Bruchsal, où il est détenu comme otage de choix par les autorités du Reich. Déporté à Sonnenburg, il meurt le 30 janvier 1945.

Mais Flandrin n'a pas fini de nuire au réseau...

### **Au service de l'Occupant**

Libéré en catimini face aux doutes des survivants du réseau Alliance, Jean-Paul Lien ne s'arrête pas là. L'Abwehr de Dijon lui demande d'infiltrer le réseau Mithridate. Mithridate est fondé dès juin 1940 par Pierre-Jean Herbinger à la requête du service britannique de renseignement MI6, un des plus importants de la Seconde Guerre mondiale. Mithridate est rattaché au Bureau Central de Renseignements et d'Action BCRA du colonel Passy à l'été 1942. C'est un réseau de renseignements militaires chargé de fournir aux états-majors les indications nécessaires pour procéder ou accompagner les opérations de guerre ; plus de 1 987 agents opèrent en France, Belgique et Italie. Jean-Paul Lien intègre le réseau.

Parallèlement, alors que, peut-être, dans un premier temps, il avait un regret de « vendre » son ami Sneyers, Ce fut son tour également : le groupe que le colonel Edouard Kauffmann avait constitué autour de Volvic fut finalement sa cible.

### **La Libération, la vérité**

À la Libération, il se retrouve à la tête d'un groupe de résistants. En qualité de capitaine de FFI, il conduit des combats contre les Allemands battant en retraite, avant d'incorporer la 1<sup>re</sup> armée française du général de Lattre de Tassigny, dans les Vosges. C'est en tentant de prendre contact avec la sécurité militaire française de Paris qu'il est reconnu par Ferdinand Rodriguez, le fameux "Pie" du réseau Alliance. Rodriguez, d'origine britannique, est pris pour un agent important par les services secrets allemands, sous le pseudonyme Edward Rodney. Il est donc conservé comme otage après son arrestation du 16 septembre 1943, puis libéré lors d'échange avec un agent allemand, entre services secrets. L'officier radio toujours au sein de l'Intelligence Service identifie Lien alors qu'il parade en uniforme de capitaine de l'armée française dans un bar des Champs-Élysées<sup>2</sup>. Arrêté, Lien s'évade. C'est un rescapé du réseau Alliance, Jean Roger, dit Sainteny qui le retrouve. Incarcéré au fort de Charenton, il est jugé par la cour de justice de Dijon, avec 20 agents français du poste Abwehr de Dijon, le 20 juillet 1946. Condamné à mort, il est fusillé le 30 octobre au fort de Sennecey-lès-Dijon.



PAUL LIEN

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE CÔTE  
D'OR, 29 U ART 71, PIÈCE 473

### Comment furent trahis par Lien les membres du réseau "Alliance"

Par Philippe Vergely

Dijon, 3 juillet. - C'est bien un procès d'espionnage qui se déroule depuis trois jours devant la cour de justice de Dijon : toute la psychologie de l'espion est mise au jour par les débats. Le profit était gros. Les risques étaient limités, car l'occupant, bénéficiaire du " travail " des accusés, les protégeait. Un sous-ordre comme Boehm se contente d'exécuter les missions confiées et émarge chaque mois au budget pratiquement illimité du S.R.A. Lien, rusé et sans scrupules, exploite mieux sa situation. C'est l'histoire de la dénonciation du réseau " Alliance ".

Un soir, la radio anglaise annonce : " La pêche à la baleine est un métier d'enfer." Lien, qui est affilié depuis longtemps au réseau "Alliance", dont il attend de connaître tous les chefs pour les trahir tous, connaît le sens du message : " Aigle " (le commandant Faye) atterrira la nuit même dans la campagne. Le renseignement est transmis au S. R. A. Lien se rend sur le terrain d'atterrissage, accueille et accompagne le commandant Faye en chemin de fer ; l'oberleutnant Kaiser et ses hommes ferment une station voisine de la gare de Norteuil, et les chefs de l'Alliance sont arrêtés dans leur wagon. A la suite de ce coup de main, plus de 150 résistants sont emprisonnés. Dix, ont le commandant Faye, sont morts, vingt-quatre ont été fusillés à Heilbronn, cent sept ont reçu au camp de Struthof une balle dans la nuque. Indirectement Lien est responsable de l'arrestation de six cents des trois mille membres du réseau.

Pour prix du sang, il reçoit 1 500 000 francs (600 000 €). « Les avez-vous offerts pour les veuves et les orphelins de l'Alliance ? » demande le président.

Les sourcils froncés, le regard fixe et distant, de cette voix métallique qui traduit si bien son cynisme : « Je ne les connaissais pas », répond Lien.

Quelques mois auparavant, à la libération, Lien fondait le groupe de résistance « Alsace-Lorraine ». En 1944 il se présentait à la D.G.E.R., boulevard Suchet, pour y offrir ses services. Il savait retrouver là les membres du M.L.N. qu'il avait trahis. On l'arrêta. Quelques mois plus tard il s'évada du fort de Charenton et demeura un mois à Paris, retournant jusque dans les bars où il avait rencontré ses anciens compagnons de l'Alliance.



# Venez nous rejoindre

L'association L'ALLIANCE regroupe les familles et amis des anciens membres du réseau ALLIANCE.

Consciente de son rôle de lien confraternel, de recherche historique et d'éducation de notre jeunesse par l'exemple d'une génération de résistants héroïques, elle a construit un site internet de grande qualité, de discussions et d'archives souvent inédites avec plus de 250 biographies, un bulletin semestriel de plus de 50 pages comportant des articles des membres, une cérémonie annuelle de ravivage de la Flamme sous l'Arc de Triomphe et bien d'autres activités.

L'association L'ALLIANCE fait appel à toutes les familles de ces résistants pour rejoindre ceux déjà regroupés en son sein et permettre ainsi que le passé reste présent et que ceux qui, en mourant, ont crié « vive la France » puissent entendre l'écho de leur cri par les générations successives.

**Venez nous rejoindre !**



## **C O T I S A T I O N   2 0 2 2   :**

**Si vous avez oublié d'envoyer votre cotisation (50 € ou plus selon votre générosité), merci d'y procéder pour nous permettre de continuer nos actions. Vous pouvez soit faire un chèque au nom de « association L'ALLIANCE » soit faire un virement bancaire :**

**ASSOCIATION L'ALLIANCE**

**IBAN : FR76 3000 3033 8200 0372 7171 115**

**BIC : SOGEFRPP**

**N'oubliez pas de mentionner votre nom sur le transfert.**

***Votre cotisation peut être déductible de votre revenu fiscal. Demandez nous une attestation en début d'année suivante.***



**17 RUE DU CHEMIN DE LA MESSE, 77630 BARBIZON**

**TEL : 06 87 04 36 30**

**E-MAIL : RESEAUALLIANCE44@GMAIL.COM**

**SITE INTERNET : RESEAUALLIANCE.ORG**

**RÉALISATION : MONICA FARIAS**